

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCHROLL Colmar

26 RUE EDOUARD BRANLY
68000 Colmar

Références : 0006700582_2024_02_29_SchrollColmar_ViSuiviéchéances
Code AIOT : 0006700582

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/02/2024 dans l'établissement SCHROLL Colmar implanté 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar. L'inspection a été annoncée le 16/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SCHROLL a fait l'objet de mises en demeure par arrêtés du 08 décembre 2022 :

- mise en demeure au titre de l'article L541-3 du code de l'environnement pour le non-respect des articles 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 (registre des déchets entrants et sortants) ;
- mise en demeure au titre de l'article L171-8 du code de l'environnement pour le non-respect de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 (conditions d'entreposage des déchets) et de l'article 13 de l'arrêté du 06 juin 2018 (fiche d'information préalable).

Des astreintes journalières ont été imposées à l'exploitant par arrêté du 19 octobre 2023 compte tenu du non-respect de ces mises en demeure constaté au cours de l'inspection du 24 août 2023.

L'exploitant a indiqué avoir remédié à certaines non-conformités par courriel du 15 février 2024.

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier l'efficacité des actions correctives mises en œuvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL Colmar
- 26 RUE EDOUARD BRANLY ZI EST 68000 Colmar
- Code AIOT : 0006700582
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation assure des activités de tri, de regroupement et de transit de déchets non dangereux. Les déchets admis sur le site sont essentiellement constitués de papier/cartons et de plastiques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre des déchets entrants	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte, Demande d'action corrective	15 jours
3	Conditions d'entreposage des déchets	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 2	Liquidation partielle d'astreinte, demande d'action corrective	15 jours
4	Fiche d'information préalable	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3	Liquidation partielle d'astreinte, demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registre des déchets sortants	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que l'exploitant a remédié aux non-conformités relatives aux registres des déchets entrants et sortants.

Des démarches ont été engagées concernant les conditions de stockage des déchets et les fiches d'information préalables, mais la situation n'est pas encore conforme aux dispositions applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022 (au titre de l'article L541-3), article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>[...]</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement <p>Article 1er de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll</p> <p>La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de</p>

Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour calendaire, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 24 août 2023 que :

- le registre des déchets entrants comportait des mouvements de déchets ne correspondant pas à des mouvements réalisés sur le site situé rue Branly ;
- l'exploitant n'était pas en mesure d'établir un registre représentatif de l'état de la situation à la date du contrôle.

Par courriel du 15 février 2024, l'exploitant a indiqué avoir remédié à la non-conformité et a communiqué un extrait du registre correspondant à la période allant du 1er au 15 février 2024. Le registre comporte les éléments prévus.

Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a mis en place une application permettant d'éditer le registre des déchets au format numérique en instantané. En début d'inspection, un registre comprenant les entrées de la matinée a été édité.

Dans ces conditions, il est considéré que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de la mise en demeure.

Il est proposé de procéder à la liquidation de l'astreinte imposée par arrêté du 19 octobre 2023.

Ce point de contrôle fait tout de même l'objet des remarques suivantes qui nécessiteront des actions correctives de la part de l'exploitant :

- un examen par sondage du registre communiqué le 15 février 2024 a mis en évidence quelques mouvements de déchets incohérents (le 15 février 2024 : DOP3555394 : gravats ; DOP3556243 et DOP3555942 : verre ; DOP3555942 : DEEE sans écrans).
L'exploitant a indiqué que, dans la cas de clients ne disposant pas de compte, lorsque la pesée est réalisée sur le pont bascule situé sur le site de la rue Edouard Branly, des corrections sont à apporter manuellement lors de l'enregistrement des informations, notamment l'indication du site concerné.
Il n'existe pas de consigne écrite mise à disposition des opérateurs concernés. L'exploitant a précisé que des consignes ont été passées aux opérateurs en ce sens sans pouvoir en justifier. Il est constaté que les dispositions mises en œuvre n'ont pas permis d'éviter quelques incohérences.
- Au cours du contrôle, des entrées de déchets ont été relevées par sondage (tickets de pesée n° 474 442 et 474 457). Ces entrées de déchets ne figuraient pas sur le registre des déchets entrants édité après la visite à la demande de l'Inspection. L'exploitant a justifié ce constat par le fait que, dans certains cas, les opérateurs ne scannent les documents associés que le lendemain matin.
L'exploitant a communiqué, par courriel du 04 mars 2024, une actualisation de son registre des déchets qui comportait bien les mouvements concernés par ces tickets de pesée.
Par courriel du 08 mars 2024, l'exploitant a complété sa réponse après investigations en indiquant qu'au cours du contrôle, un défaut de réseau a perturbé le fonctionnement du dispositif mis en place pour scanner les documents à la réception des déchets, ce qui a impliqué un scanne des documents le lendemain.
Il a également précisé qu'afin de garantir l'exactitude du registre entrant, un contrôle de correspondance des données entre le logiciel de pesée et l'ERP (logiciel de gestion intégrée) est réalisé systématiquement tous les matins sur les entrées de la veille.
En outre, il s'est engagé à réaliser, la semaine du 11 mars 2024, un point avec les opérateurs concernés pour rappeler la procédure de réception et l'obligation de scanner les tickets immédiatement au déchargement des déchets.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> formalise les démarches nécessaires pour l'enregistrement des mouvements de déchets sur le site concerné dans les cas particuliers mentionnés ci-dessus, pour que seules les entrées de déchets sur le site situé rue Branly soient indiquées sur le registre associé à ce site et qu'il sensibilise les opérateurs concernés. L'exploitant communiquera à l'Inspection la procédure établie et justifiera de la formation des opérateurs concernés dans un délai de quinze jours ; sensibilise ses opérateurs pour que les documents associés aux entrées de déchets soient enregistrés à l'arrivée des déchets et non le lendemain. Il communiquera à l'Inspection les justificatifs des démarches réalisées (procédure, fiche d'émargement, ...), dans un délai de quinze jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte, demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022 (au titre de l'article L541-3), article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :</p> <p>« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants ».</p> <p>[...]</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <p>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié</p> <p>Article 2 de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour calendaire, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000).</p> <p>L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 24 août 2023 que :</p>

- le registre des déchets sortants comportait des mouvements de déchets ne correspondant pas à des mouvements réalisés sur le site situé rue Branly ;
- l'exploitant n'était pas en mesure d'établir un registre représentatif de l'état de la situation à la date du contrôle.

Par courriel du 15 février 2024, l'exploitant a indiqué avoir remédié à la non-conformité et a communiqué un extrait du registre correspondant à la période allant du 1er au 15 février 2024. Le registre comporte les éléments prévus. De plus, un examen par sondage n'a pas mis en évidence de mouvements de déchets incohérents.

Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a mis en place une application permettant d'éditer le registre des déchets au format numérique en instantané.

Un registre précisant les sorties du jour a été édité au cours du contrôle. Il a été constaté par sondage que les sorties de déchets observées au cours du contrôle étaient bien présentes sur le registre dématérialisé présenté par l'exploitant.

Dans ces conditions, il est considéré que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de la mise en demeure.

Il est proposé de procéder à la liquidation de l'astreinte imposée par arrêté du 19 octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

N° 3 : Conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022 (au titre de l'article L171-8), article 2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'entreposage des déchets

Prescription contrôlée :

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 10.1.2 de l'arrêté du 31 décembre 1996 susvisé :

« Les stocks de papiers ou plastiques triés et conditionnés en balles pourront être entreposés le long de la limite de propriété côté nord, à condition de constituer des blocs séparés par des couloirs de 3 mètres. La taille maximum d'un bloc sera de :

- profondeur : 10 m ;
- largeur : 5 m ;
- hauteur : 0,5 m en dessous de la clôture

Article 1 de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll

La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour calendaire, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application de l'article 10.1.2 de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 1996 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral

Constats :

Pour mémoire, au cours du contrôle du 24 août 2023, il a notamment été constaté que :

- les papiers triés situés sous le auvent ne respectaient pas la longueur prescrite et qu'il n'existait pas de matérialisation des limites d'entreposage au niveau de cette zone ;
- des îlots de stockage ont été mis en place le long de la limite est, ce qui n'est pas prévu par l'arrêté préfectoral.

<p>Il a été constaté que les conditions d'entreposage des déchets sont similaires à celles observées au cours du contrôle du 24 août 2023 (respect des conditions de stockage en partie ouest de la limite nord, entreposage de déchets non conforme en partie est, conditions d'entreposage non conformes sur la partie est de la limite nord (auvent, alvéole de déchets destinés à la production de combustibles solides de récupération).</p> <p>L'exploitant a engagé des démarches pour faire évoluer les conditions d'entreposage de ses déchets le long de la limite nord (préparation d'un porter à connaissance avec mise en place de blocs béton en limite nord). Il envisage la mise en place de blocs de béton le long de la limite nord.</p> <p>Des modélisations sont en cours afin de déterminer précisément les conditions de stockage acceptables.</p> <p>En l'état, les conditions de stockage des déchets sur le site ne sont pas conformes à la mise en demeure.</p> <p>Il est proposé de procéder à la liquidation partielle de l'astreinte imposée par arrêté du 19 octobre 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient de communiquer, dans un délai de quinze jours, l'échéance relative à la transmission du porter à connaissance nécessaire pour la modification des conditions d'entreposage des déchets et à la mise en place des blocs béton.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte, demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : Fiche d'information préalable

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fiche d'information préalable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions des points II et III de l'article 13 de l'arrêté du 06 juin 2018 susvisé :</p> <p>« II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle

est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

[...]

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable ».

III. Procédure d'admission

[...]

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité

Article 2 de l'arrêté du 19 octobre 2023 imposant une astreinte journalière à la société Schroll

La société SCHROLL, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 6, rue de Cherbourg à STRASBOURG (67026), est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 30 € par jour, jusqu'à satisfaction de l'arrêté de mise en demeure du 08 décembre 2022 susvisé pour ce qui concerne l'application du II et du III de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 susvisé, pour ses installations implantées 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000).

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral

Constats :

Pour mémoire, il a été constaté au cours du contrôle du 24 août 2023 que l'exploitant n'était pas en mesure de présenter les fiches d'information préalables associées aux déchets admis sur le site.

Il a été constaté que l'exploitant a engagé des démarches pour mettre en place des fiches d'information préalables. Une plateforme numérique a été conçue à cet effet. Toutefois, à ce stade, la base de données associée est incomplète et les fiches d'information préalables ne sont pas mises en œuvre.

L'exploitant ne s'est pas conformé à la mise en demeure.

Il est proposé de procéder à la liquidation partielle de l'astreinte imposée par arrêté du 19 octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de communiquer, dans un délai de quinze jours, l'échéance de mise en œuvre opérationnelle des fiches d'information préalable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte, demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

Constats hors point de contrôle

Il a été constaté au cours du contrôle un encombrement du site important par les entreposages de déchets.

Dans ces conditions, il a été demandé à l'exploitant d'indiquer la quantité de déchets présente sur le site.

L'exploitant a indiqué que des inventaires sont réalisés une fois par mois et a présenté l'inventaire réalisé en janvier 2024. Au cours du dernier inventaire, la quantité de déchets présente était de 1128 tonnes, dont notamment 200 tonnes de plastiques, 845 tonnes de papier et 45 tonnes d'aluminium / acier.

Ces quantités sont conformes par rapport à celles indiquées à l'article 1.1 de l'arrêté du 31 décembre 1996 (vieux papiers : 4000 tonnes, plastiques : 2000 tonnes, bois : 1000 tonnes, papiers et cartons triés : 4000 tonnes, total : 11000 tonnes).

Au regard de l'encombrement du site observé au cours du contrôle, les installations n'apparaissent pas être en capacité d'accueillir les quantités de déchets autorisées.

En outre, la situation administrative indiquée à l'article précité ne correspond pas à la réalité des installations. Une déclaration d'antériorité a été réalisée par lettre du 11 avril 2011 à la suite de la suppression des rubriques n° 167a, 322a et 239 pour les rubriques 2713-2, 2714-1, 2716-1 et 2718-1.

Sur la base de cette déclaration d'antériorité, la situation administrative était, à cette date :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Volume autorisé	Régime
2713-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Stockage de ferrailles : 100 m ² .	D
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ ;	Papier-cartons : 15000 m ³ Matières plastiques : 3000 m ³ Bois : 1500 m ³ <u>Total</u> : 19500 m ³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	Transit et tri des DIB, collecte sélective des ménages : 3600 m ³	A

2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2782 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>Quantité de bois traités : 50 t</p> <p>Lampes, tubes fluo, piles et batteries : 1t</p>	A
2662-2	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 40 000 m³ ;</p>	<p>Volume maximal de 4000 m³ dans la limite d'une quantité maximale de 2000 t</p>	E
2260	<p>Broyage de substances végétales et de tous produits organiques naturels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW</p>	<p>Broyeur à bois ou DIB : 300 kW</p>	A
1530-3	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</p>	<p>Vieux papiers : 4000 t</p> <p>Papiers cartons triés : 4000 t</p> <p>bois : 1000 tonnes</p>	D

Il apparaît toutefois que cette situation administrative ne correspond plus aux installations :

- il n'existe pas de transit de déchets dangereux ;
- la rubrique 1530 ne concerne pas les déchets ;
- la rubrique 2662 concerne le stockage de polymères et non l'entreposage de déchets plastiques ;
- il ne semble pas y avoir d'installation relevant de la rubrique 2260 sur le site ;

Afin d'actualiser la situation administrative des installations, il convient que l'exploitant présente un bilan de la situation administrative de ses installations dans un délai de trois mois.

Il précisera les quantités maximales susceptibles d'être accueillies sur le site et justifiera la cohérence des volumes précisés au regard des capacités d'accueil du site dans les conditions d'entreposage autorisées.

Il pourrait être opportun d'intégrer ces éléments dans le porter à connaissance mentionné au constat 3 du présent rapport.

Pour les installations mises à l'arrêt, les dispositions prévues aux articles R512-39-1 et suivants devront être mises en œuvre.